
Sujet : Peut-on détester la police ?

Introduction

Notre vie républicaine et démocratique est ponctuée de moments de contestation qu'un citoyen impliqué ne devrait pas regarder d'un mauvais œil. Quoi de plus sain en effet que le peuple puisse manifester et faire entendre au gouvernement le sens de ses attentes quand il est déçu ? Mais chaque mouvement amène avec lui sa cohorte de vitrines cassées, de mobilier déplacé ou dégradé et d'inscriptions murales appelées TAG dont le plus courant est le fameux ACAB (*All cops are bastards*, tous les flics sont des salauds).

Il importe de s'arrêter un moment sur cette proposition surprenante. Les nombreuses images qui circulent sur les réseaux sociaux, tout comme l'expérience directe de certains d'entre nous, témoignent de la violence extrême avec laquelle la police peut faire son travail ordinaire. Peut-on cependant considérer que *tous* les policiers sont, non pas des enfants illégitimes, mais des individus mauvais et donc méprisables ? Du « CRS =SS » de 1968 à « un bon flic est un flic mort », la détestation de la police semble constante. Mais s'il faut reconnaître un certain sens de la formule à ce qu'on appelle parfois la rue, il semble peu pertinent d'en rester au niveau de cette rage adolescente et c'est alors le caractère universel d'un tel jugement qu'il faut interroger. Car enfin, que certains policiers soient peu aimables, c'est entendu (comme certains facteurs ou certaines caissières) mais faut-il pour autant le penser de *tous* les policiers ? Y a-t-il sens à détester la police *en son entier* ? Et encore, que certains honnissent la police, c'est un fait, mais *tous* la détestent-ils ? Répondre oui dans les deux cas serait méconnaître la fonction réelle de la police qui est de rendre possible la vie collective en préservant la société des excès de certains d'entre nous, au moyen du droit et de la force si nécessaire.

Derrière la question de l'appréciation de la police c'est plutôt le problème de la possibilité d'une vie sans police qui se pose à nous : la vie collective suppose-t-elle nécessairement une police, tout ordre est-il à un certain point policier ou bien au contraire une vie sans police est-elle à la fois possible et désirable ?

I.

Au vrai l'étymologie du mot police indique assez la nécessité même de la police pour toute vie sociale. On sait que le mot *polis* désigne en grec la cité. La disposition naturelle des hommes à vivre ensemble entraîne un

certain nombre d'inconvénients parmi lesquels il faut compter la violence que chacun peut exercer au détriment d'autrui et de ses biens. La *politeia*, la politique, désigne alors l'art de gérer et d'organiser cette vie collective pour le bien même de ceux qui vivent ensemble au sein de la cité-Etat. En un sens, toute politique est nécessairement police. C'est d'ailleurs le sens premier du mot : la bonne police c'est la bonne politique, la bonne administration. C'est tout autant une bonne constitution, de bonnes lois et une bonne justice que de bonnes mesures concernant l'hygiène, l'approvisionnement et les mœurs. Si « l'homme est un animal politique » comme disent les classiques, il est un animal à policer, à civiliser.

L'usage courant du terme police entendu comme l'ensemble des institutions chargées de maintenir l'ordre et de garantir la sécurité est finalement assez récent, mais on perçoit aisément qu'il est compris dans l'idée même d'une bonne administration. Là où il y a des lois et des règlements, là où il y existe des *personnes* et des *biens* à protéger, il faut une force publique disposant de moyens spéciaux pour mener à bien sa mission : armes en tout genre, fourgons, cellules, prison - torture même dans certains cas. Le paradoxe n'est qu'apparent : pour maintenir la paix, il faut des gens en armes, des gendarmes, mais dont la violence cette fois-ci est légitime. Ceux qui contreviennent à la loi et donc à l'intérêt général, les délinquants et les criminels doivent savoir qu'ils s'exposent à un risque. Ce n'est pas simplement le voleur de portable qui fait tort à un particulier que le policier poursuit dans la rue, que le juge condamne et contre lequel le citoyen a porté plainte, c'est celui qui constitue une menace pour le bien commun. Là où je suis attaqué, c'est la société en son entier qui est visé. C'est elle qui doit se défendre et qui par la même me protège. Le pouvoir législatif suppose en son fond le pouvoir judiciaire qui suppose à son tour le pouvoir policier. Députés, juges et policiers sont les trois figures du bien commun dans la république bien organisée.

La philosophie politique moderne qui refuse de voir la vie sociale et politique comme une donnée naturelle a eu la bonne idée de la penser à partir de la catégorie économique de contrat, en parlant cette fois de contrat *social*. Ainsi pour Hobbes, « aussi longtemps que les hommes vivent sans un *pouvoir commun* qui les tienne tous en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, et cette guerre est guerre de chacun contre chacun ». Pour ériger un tel pouvoir, un marché suffit : que chacun abandonne le droit de se gouverner soi-même et confie tout son pouvoir et sa force à un seul homme, ou à une seule assemblée, qui puisse réduire toutes les volontés, par la règle de la majorité, en une seule volonté « afin qu'elle use de la force et des ressources de tous, comme elle le jugera expédient, en vue de leur paix et de leur commune défense ». Si un tel contrat reste sans doute une fiction, il exprime pourtant la matrice même du processus démocratique. Reconnaître à une autorité ainsi légitimée le droit de faire des lois et de faire usage de la force pour faire respecter ces lois. Si l'Etat doit détenir le monopole de la violence légitime (Weber), c'est parce que nous consentons à cette violence qui n'est que pour notre bien à la différence de celle du criminel. Dans la démocratie, le pire des systèmes à l'exclusion de tous les autres selon le bon mot de Churchill, qui veut la société devrait vouloir, et *veut* en général, la police et les compagnies républicaines de sécurité. Là est notre pacte républicain et la mesure de notre maturité : accepter que

notre sécurité empiète sur notre liberté. En un sens, la police en elle-même est un dommage collatéral qu'il nous faut accepter.

On comprend alors aisément que la détestation ne semble pas être l'affect adéquat pour se rapporter à la police. C'est ici qu'il faut prendre cette détestation et le fameux « ACAB » qui l'accompagne trop souvent pour ce qu'ils sont. Le cri simpliste et pour tout dire adolescent de ceux qui éprouvent la nécessité de se confronter sous les formes les plus caricaturales à l'autorité politique comme ils s'opposèrent enfant à l'autorité paternelle. Au mieux on peut comprendre cette expression de la haine de la police comme un rite de passage avant de devenir un citoyen éclairé et néanmoins critique qui assume ses responsabilités et ses devoirs. Tout comme il y a une forme infantile de la sexualité que l'adulte doit dépasser nous apprend Freud, il y aurait une forme infantile de la contestation politique qui se fixe sur l'affrontement violent et la figure du policier détestable.

Dire ceci et reconnaître que dans une société bien ordonnée la police est nécessaire comme *institution*, ça n'est pas pour autant rester aveugle aux violences illégitimes commises par certains *agents*. C'est précisément parce qu'un monde sans police est impossible qu'il nous faut une *bonne* police. Non, tous les flics ne sont pas des « salauds » mais certains le sont et ici aussi, il importe que la société se protège pour empêcher justement que les fautes de certains agents déteignent sur l'institution. C'est d'ailleurs ce qu'elle fait. Il existe une police des polices. Une doctrine qui encadre l'usage des armes. Une justice qui poursuit certains policiers, etc. Paradoxalement, reconnaître la nécessité de la police et sortir de la détestation puérile semble être le meilleur moyen de se donner une police digne de ce nom en la débarrassant de ses excès et en ouvrant la voie à un possible contrôle démocratique et citoyen de la police elle-même.

II.

Tout irait donc pour le mieux dans le « moins pire » des mondes réellement républicains. Si ce discours nous semble évident et finalement aisé à produire, s'il nous paraît immédiatement familier, c'est qu'il constitue en fait la petite musique, le bruit de fond du récit qui accompagne notre histoire : Etat, intérêt général, sécurité, police. Rien ne nous semble plus naturel en effet, plus normal que le monde historique par lequel on a été constitué. C'est en vertu de cette habitude qu'il nous semble difficile d'envisager l'inexistence de la police. Pourtant, la question ne pose aucune difficulté : historiquement, *il n'y a pas toujours eu de la police*. Au sens où nous l'entendons communément, c'est même une invention relativement récente, balbutiante sous Louis XIV, et qui prend sa forme contemporaine à partir du 19^{ème} – ainsi c'est seulement à partir de 1829 que l'uniforme apparaît pour signaler la présence d'un agent. Ce qu'on peut observer par contre c'est que là où il y a un régime de pouvoir et de propriété, les puissants éprouvent la nécessité de se protéger de la plèbe dont la colère pourrait constituer une menace. Si certains corps armés font leur apparition en Grèce antique par exemple, c'est bien plutôt pour protéger les possédants des révoltes d'esclaves, se prémunir des accès de rage de la plèbe, ce qui est le sens exact de « protéger la cité ».

Mais c'est véritablement avec le monde moderne et marchand, la circulation des marchandises et des corps, et le développement des villes que se développent une série d'illégalismes (vols, délinquance, émeutes, etc.) qu'apparaît alors la police moderne. D'un côté l'Etat doit gérer la vie collective en réglementant et régulant, c'est la police comme art de gouverner ; de l'autre il doit s'assurer que le désordre et les irrégularités sont empêchés et réprimés, c'est la police moderne.

Ce sont donc les conditions d'apparition de la police qui nous éclairent sur sa fonction comme institution principalement répressive : ce n'est jamais simplement un ordre abstrait et général que la police protège mais toujours un certain régime de partage et donc de dépossession, de violence. Comme le disait Rousseau, « le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir ». Où l'on voit que le plus fort n'est jamais assez fort pour le rester toujours, que le droit n'est qu'un moyen de légitimer *a posteriori* un rapport de force et qu'il ne trouve jamais sa source dans le droit lui-même - et que l'intérêt général est une farce.

Ce n'est sans doute pas un hasard si toute la pensée révolutionnaire du 19^{ème}, marxiste ou anarchiste, analyse la police comme le bras armé de l'Etat. Ici sans doute s'enracine une certaine détestation de la police : dans cette histoire sourde, cette tradition des vaincus, qui rapporte tous les massacres, les crimes, les ratonnades, les coups de crosses, de matraques, de fusils, de flashball. Transnonain, les fusillés de la Commune, les noyés du 17 octobre 1961, Bouna et Zied - autant de noms et d'évènements inscrits durablement dans la mémoire collective.

Il importe alors de distinguer deux formes de détestation de la police. Bien sûr, c'est la fonction politique de la police qui est en premier lieu détestée : le contrôle et la répression. Mais comme institution, comme organe d'Etat, elle n'existe pas sans les *agents* de police, ceux par qui les opérations de maintien de l'ordre prennent chair. C'est donc tout naturellement que le « *Fuck the police* » qui vise l'institution glisse vers le « *ACAB* » qui vise bien cette fois les agents eux-mêmes.

Sans entrer dans une psychologisation à outrance, c'est donc sur l'Etre-flic qu'il faudrait s'attarder un peu : Qu'est-ce qu'être policier en effet ? Si la fonction politique de la police est assez claire, quel type d'être faut-il être pour devenir policier - et le rester ? Analysons la proposition : « (tous) les policiers sont des salauds ». L'attribut « salaud » appartient-il nécessairement au policier, à tout policier, ou bien seulement accidentellement ? La bâtardise est-elle consubstantielle à l'Etre-flic ? Si oui apparaît-elle après que l'on devienne policier, ou était-elle déjà présente, en puissance et déploie-t-elle sa pleine réalité une fois le concours de police réussi ? Questions oiseuses on en conviendra. Comme toujours, l'essentialisation participe d'une ontologie idéaliste trop grossière pour qu'on s'attarde à la réfuter sauf à prendre au sérieux l'idée qu'il y aurait un mode d'existence autonome propre aux essences, aux Idées chères à Platon. Quoi qu'il en soit, avant *d'être* policier, il faut le *devenir*. Gageons qu'une multitude de raisons poussent de jeunes gens vers cette voie : peur du chômage, faible intérêt pour les études, identification grossière à un héros quelconque de cinéma, ennui, envie d'aventure, parfois même mais sans doute rarement un patriotisme doublé du désir naïf de servir la patrie. Mais le plus surprenant n'est pas tant *d'être*

policier, ni même seulement de le *devenir* mais bien de le *rester*. Trois voies possibles s'ouvrent en effet à celui qui l'est devenu : la démission ; la dépression et/ou le suicide qui constitue la première cause de mortalité dans la police, bien avant les morts pendant le service, ce qui montre assez que la principale violence pour une personne réside bien dans le fait *d'être* policier ; et enfin l'assomption totale de sa fonction : faire sienne l'histoire qui justifie sa position, pour pouvoir jouer son rôle.

« *Mais que peut bien devenir une personne qui pendant plusieurs années de sa vie aura obéi et exercé sa sensibilité et son attention à la nécessité de contrôler, d'arrêter, de menotter certaines populations données (il est communément admis que l'on matraque moins souvent les septuagénaires du XVIème arrondissement que les adolescents de Grigny)?* » Le policier n'est pas détestable comme sujet libre et responsable mais comme agent d'un appareil qui l'a produit comme être détestable. C'est pourquoi parmi tous les slogans c'est peut-être le chant « *Etre flic ou gendarme c'est un métier de bâtards* » (traduisez qui fait devenir un bâtard) qui est le plus précis.

Bien sûr on pourra toujours exhiber le caractère sympathique de tel ou tel policier *particulier*, un oncle CRS qui fait des blagues à table sera toujours et aussi un oncle qui fait des blagues à table. Mais là n'est pas la question finalement. D'abord on sait grâce à Hollywood que la véritable condition de possibilité du *good cop* et d'être accompagné de son collègue, le *bad cop*. L'existence sincère de policiers républicains qui s'émeuvent de la violence policière excessive peut-elle compenser la violence institutionnalisée de policiers moins consciencieux ? D'un point de vue éthique on ne voit pas bien comment l'existence d'un « bon » policier pourrait anéantir et racheter celle d'un « mauvais » policier.

Ensuite, à trop vouloir analyser le slogan ACAB on risque de perdre de vue l'essentiel. Peu importe alors fondamentalement que tous les flics soient des salauds ou pas. Il est des énoncés dont la force et le sens ne résident pas dans la précision, la rigueur, en un mot dans l'interprétation littérale qu'on pourrait en faire. « ACAB » est un cri de protestation et de ralliement face à l'obstacle matériel que constitue la police dans toutes les situations où l'ordre dominant est perturbé. Il est le nom d'une perception politique et historique : lorsqu'un ordre dominant est remis en question pratiquement, il use de la police pour retenir, contenir ou écraser ce qui le menace. On ne s'étonne donc pas de retrouver l'inscription « ACAB » aux quatre coins de la planète. Comme un petit refrain persistant du chant des mouvements, des émeutes et des insurrections. Parti des mineurs anglais sous Thatcher, repris à Gênes en 2001, il réapparaît partout, et notamment sous les bombes... de peinture des révolutionnaires égyptiens et tunisiens. La détestation spontanée de la police n'est rien d'autre que la prise de conscience de son rôle historique, social et politique.

III.

À cela peuvent répondre bon nombre d'objections: « Mais enfin comment vivre sans police dans nos sociétés actuelles », ou encore « Si les sociétés dites primitives pouvaient faire l'économie d'un pouvoir

coercitif, comme le rapporte constamment l'anthropologie, comment nos sociétés complexes et développées pourraient-elles se passer de police ? ». Derrière ces questions se cache en vérité un attachement tautologique à vouloir auto-justifier ce qui est : si la police existe c'est parce qu'elle existe. De sorte que c'est la question initiale qu'il faut inverser. Ce n'est pas tant la haine de la police qu'il faut interroger mais le désir de police. De quoi cet amour est-il le nom ? Que disent réellement ceux qui affirment : « un monde sans police est impossible » ? En vérité, un tel jugement ne nous renseigne pas sur la réalité elle-même mais bien plutôt sur ceux qui le profèrent. Il témoigne de l'impossibilité de penser la vie sans police. Et une telle impossibilité n'est pas surprenante. Qui est isolé et impuissant, qui se perçoit comme une *personne* qui possède des *biens à protéger*, en un mot qui mène une vie moderne, libérale et atomisée ne peut rigoureusement pas imaginer de vie sans police.

Or, c'est cette modalité de l'existence qui domine massivement nos sociétés contemporaines. En dépit d'ailleurs des protestations quotidiennes de l'expérience. La méfiance à l'égard de la police est en effet toujours déjà-là, de façon moléculaire, et elle se propage et se partage de manière diffuse et amicale, comme l'atteste cette tradition bien établie qui veut que des inconnus se préviennent de la présence de quelques policiers à coup d'appel de phare. Une telle complicité spontanée qui vise à rendre inefficace un dispositif policier relève de ce qu'il faut bien appeler un sabotage universellement partagé. Il suffit qu'un feu rouge tombe en panne à un carrefour, où qu'une tempête de neige immobilise une ville comme Marseille, pour que subitement tous les gestes ordinairement orchestrés par des dispositifs policiers retrouvent ce qu'ils supposent de regards, d'entente, de partage et d'imprévu.

Là est le drame de tous ceux qui voudraient que l'ordre règne toujours et pour de bon. En fait, si tout ordre est bien policier, l'ordre ne règne jamais totalement. « Il n'y a pas de système social qui ne fuit par tous les bouts » nous dit Deleuze. Il existe des contre-mondes et des contre-conduites, des lignes de fuite c'est-à-dire des espaces au sein desquels la vie ne se dit pas et ne s'expérimente pas dans la langue du gouvernement. Raison pour laquelle la question d'un monde sans police n'a pas grand sens. Le problème ici c'est le singulier : LE Monde comme un et homogène. L'existence humaine ne se déploie pas à une telle échelle. C'est dire qu'il n'existe pas *un* monde, mais une *multitude* de mondes, certains s'ignorent, d'autres s'affrontent, d'autres encore s'agentent comme ils peuvent. C'est dire encore qu'il existe déjà des mondes sans police et que la réalité *n'est pas* policière. Tout comme la Belgique a très bien pu vivre sans gouvernement, ils vivent très bien sans police. C'est même au contraire quand elle est là que les choses se compliquent.

Au sein des ZAD par exemple, ces zones d'aménagement rebaptisées zones à défendre par leurs occupants, apparues d'abord à NDDL et depuis un peu partout, s'expérimente une vie sans police. Et quand celle-ci apparaît comme lors de l'opération finement nommée César, c'est pour tenter de mettre fin, en vain, à ce qui se vit là-bas. Il est de bon ton de convoquer de grands auteurs dans les devoirs de philosophie mais nombreux sont muets sur cette question. Donnons la parole alors à Camille Botul, philosophe Zadiste : « Dans les ZAD, des mondes viennent à exister où ceux qui vivent ensemble, pour de bon,

éprouvent et inventent les formes de cette vie commune. Là-bas peut-être, on peut bêcher le matin, monter un mur à midi, fabriquer un bouclier ou retaper une barricade un peu plus tard, préparer un repas collectif pour enfin écrire un texte critique le soir. Chacun est tour à tour paysan, maçon, guerrier, cuisinier et penseur mais personne ne l'est vraiment. Personne en tout cas n'est jamais flic ».

Il n'y a donc pas de plate opposition entre ceux qui aiment et ceux qui détestent la police mais plutôt certains agencements sociaux et politiques qui rendent la police indispensable alors que d'autres la rende superflu voire parasitaire. Lorsque l'on parle de la police, on parle d'abord et toujours de nous-mêmes, en tant qu'êtres sociaux. Certaines manières de vivre ou circonstances nécessitent d'être protégé par la police quand d'autres impliquent de s'en défendre ou tout du moins, de la maintenir à distance. Si les ZAD sont des zones à *défendre* qui durent, c'est parce ce que parmi toutes les questions matérielles qui se posent aux zadistes, celle de savoir comment mettre la police en échec n'a pas été ignorée.

Il en va de même lors de tout moment insurrectionnel. La victoire ne tient pas à la victoire militaire des insurgés sur la police ou l'armée. Le slogan « un bon flic est un flic mort » a ceci de ridicule que personne n'a les moyens ni heureusement le désir d'assassiner en masse des policiers. Il s'agit d'amender son irréalisme et son irréalité : le « bon flic », historiquement, est celui qui déserte ou dépose les armes pour rejoindre les insurgés. C'est le « crosse en l'air, rompons les rangs » de la commune qu'on observe au moins partiellement à chaque soulèvement.

ACAB est en fait le nom d'un destin. Lorsqu'un ordre du monde est stable, la police peut-être massivement acceptée, mais plus celui-ci chancelle, plus les policiers sont voués à être moqués, insultés et détestés.

Conclusion.

ACAB.
CQFD.